ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 mai 1934.

L. PÊTRE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 27 mars 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret du 23 juillet 1933 a rendu applicables aux colonies et territoires sous mandat relevant du ministre des colonies, les dispositions essentielles de la loi du 21 avril 1933 concernant l'exercice de la médecine et de l'art dentaire en France :

Soit : la possession du diplôme d'Etat français et de la qualité de citoyen ou sujet français, ou ressortissant des pays placés sous le protectorat de la France.

Certaines colonies ont signalé l'intérêt qu'il y aurait à sauvegarder certaines situations acquises en complétant le décret par des dispositions transitoires s'inspirant de celles que prévoit pour la métropole l'article 8 de la loi du 21 avril 1933.

Tel est l'objet du décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine en France;

Vu le décret du 17 août 1897 rendant applicable à toutes les colonies la loi du 30 novembre 1892;

Vu la loi du 14 avril 1910 modifiant la loi du 30 novembre 1892 et le décret du 9 juin 1915 rendant cette loi applicable aux colonies;

Vu la loi du 13 juillet 1921 relative à l'exercice de la médecine en France par les Alsaciens et les Lorrains et le décret du 12 janvier 1922 rendant cette loi applicable aux colonies;

Vu la loi du 21 avril 1933 relative à l'exercice de la médecine et de l'art dentaire en France;

Vu le décret du 23 juillet 1933 réglementant l'exercice de la médecine et de l'art dentaire dans les colonies françaises et les territoires à mandat relevant du ministère des colonies;

Sur la proposition du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 23 juillet 1933 est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois, la qualité de citoyen français ou de sujet français ressortissant de pays placés sous le protectorat de la France ne sera pas exigé des médecins ou chirurgiens dentistes pourvus du diplôme d'Etat français exerçant régulièrement leur profession

dans une colonie française ou un territoire à mandat relevant du ministère des colonies le jour de la promulgation du présent décret ».

« A titre transitoire, dans les colonies ou territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, l'exercice de l'art dentaire par des chirurgiens dentistes étrangers munis de diplômes étrangers pourra être autorisé par arrêté du gouverneur sous réserve de l'approbation du ministre, dans les centres où l'intérêt de la santé publique justifiera cette dérogation. L'autorisation ainsi donnée cessera de plein droit trois mois après l'installation dans ce centre d'un chirurgien dentiste ou d'un docteur en médecine spécialisé, citoyen ou sujet français, ou ressortissant de pays placés sous le protectorat de la France ou administré sous mandat français ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 29 mars 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Pierre LAVAL.

Remboursement d'achat d'ouvrages aux médecins militaires en service aux colonies

ARRETE N° 245 promulguant au Togo le décret du 29 mars 1934 relatif aux remboursements à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les achats d'ouvrages.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 29 mars 1934 relatif aux remboursements à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les achats d'ouvrages;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 29 mars 1934 relatif aux remboursements à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les achats d'ouvrages.

Lomé, le 5 mai 1934.

L. PÊTRE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 29 mars 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret du 20 août 1927 a fixé à 250 frs. par an la limite du montant du remboursement à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les dépenses d'achats d'ouvrages, revues ou instruments spéciaux qu'ils sont conduits professionnellement à acquérir.

La commission supérieure des économies ayant décidé, par application de l'article 77 de la loi de finances du 28 février 1933, qu'un abattement de 10 p. 100 sera opéré sur les crédits inscrits sous cette rubrique au budget de l'Etat pour l'exercice 1933 et à compter du 1^{er} août 1933, il y a lieu de réduire de 10 p. 100, à compter de cette date, le montant maximum annuel des remboursements pouvant être effectués et de le ramener ainsi à la somme de 225 francs.

En conséquence, nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir revêtir de votre signature, si vous en approuvez les termes, le projet de décret ci-joint modifiant le décret du 20 août 1927 et fixant à 225 frs. par an la limite des remboursements pouvant être effectués.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Le ministre des finances,
Germain MARTIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu le décret du 4 novembre 1903 portant organisation des services de santé coloniaux;

Vu le décret du 21 juin 1905 portant règlement d'administration publique sur l'administration des troupes coloniales;

Vu le décret du 21 juin 1906 portant règlement d'administration publique sur l'organisation du corps de santé des troupes coloniales;

Vu l'article 9 de la loi de finances du 18 octobre 1919;

Vu le décret du 20 août 1927 fixant à 250 frs. par an le maximum du remboursement à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les dépenses d'achats d'ouvrages, revues ou instruments spéciaux qu'ils sont conduits professionnellement à acquérir;

Vu l'article 77 de la loi de finances du 28 février 1933;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant maximum annuel des remboursements à effectuer aux médecins militaires en service aux colonies pour les dépenses d'achats d'ouvrages, revues ou instruments spéciaux qu'ils sont conduits professionnellement à acquérir, fixé à la

somme de 250 frs., par le décret susvisé du 20 août 1927, est ramené à la somme de 225 francs.

ART. 2. — Cette mesure aura effet pour compter du 1^{er} août 1933.

ART. 3. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au journal officiel de la République française et au bulletin du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 29 mars 1934.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Pierre LAVAL.

Le ministre des finances,
Germain MARTIN.

Répression de la tentative de corruption non suivie d'effet

ARRETE N° 246 promulguant au Togo le décret du 30 mars 1934 modifiant au Togo et au Cameroun l'article 179 du code pénal réprimant la tentative de corruption non suivie d'effet.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 mars 1934 modifiant au Togo et au Cameroun l'article 179 du code pénal réprimant la tentative de corruption non suivie d'effet;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 30 mars 1934 modifiant au Togo et au Cameroun l'article 179 du code pénal réprimant la tentative de corruption non suivie d'effet.

Lomé, le 5 mai 1934.

L. PÈTRE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 30 mars 1934.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un décret en date du 2 septembre 1933 a modifié, en ce qui concerne l'Afrique occidentale française, le